

idées & débats

Les entreprises peuvent sauver l'Amazonie

“

LE POINT DE VUE

de Stéphane Hallaire

Les perspectives sont désormais connues de tous. Sept degrés de réchauffement d'ici à 2100 en cas d'inaction, savanisation de l'Amazonie, des forêts tropicales émettrices nettes de CO₂. Pour faire mentir ces projections scientifiques irréfutables aux conséquences socio-économiques inimaginables, un mot d'ordre préside à tous les engagements : réduction. De nos empreintes carbone à tous : citoyens, entreprises et pouvoirs publics. La réduction continue de nos émissions de CO₂ est la mère de tous les combats du siècle. Indissociablement liée, la baisse significative de la déforestation planétaire est tout aussi essentielle puisque celle-ci est responsable de 20 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone chaque année.

Premier puits de carbone et principal foyer de biodiversité terrestre, les forêts du globe sont vitales pour le bien-être humain et celui du vivant en général. Notre avenir s'appelle forêt. Alors vu l'urgence climatique, cessons d'attendre !

Parfois résumées à de simples pompes à carbone ou hâtivement présentées comme une solution miracle au réchauffement climatique, les forêts sont bien plus riches et précieuses qu'on ne l'entend. La diversité des services qu'elles fournissent (régulation du cycle de l'eau, production d'oxygène, amélioration de la qualité de l'air, etc.) en fait d'indispensables alliées face aux dérèglements environnementaux. Dans ce contexte, et si elle n'est pas la seule, la reforestation constitue, pourvu qu'elle soit intelligemment menée, une solution majeure pour agir à grande échelle en faveur du climat.

Le GIEC préconise de reboiser 1 milliard d'hectares de forêts pour contenir à 1,5 °C le réchauffement d'ici à 2050. D'aucuns pourront discuter ces chiffres, mais l'ordre de

grandeur est là. Gigantesque. Et il nous engage tous. L'idée n'est pas de planter dans l'empressement et de façon irraisonnée des champs d'eucalyptus sur d'immenses surfaces. Il s'agit plutôt de reconstituer dès maintenant, partout où c'est pertinent et via un très vaste nombre de projets à taille humaine, des forêts diversifiées composées d'essences indigènes sélectionnées avec et au profit des communautés locales. Planter à tous crins n'est pas non plus la règle d'or. Accompagner la régénération naturelle des forêts est tout aussi judicieux lorsque les conditions locales la permettent.

Les entreprises ont à la fois l'extraordinaire capacité, l'intérêt et la responsabilité historique de devenir le principal soutien financier du reboisement mondial.

Pour relever ce défi historique, des sommes colossales sont nécessaires. D'où doivent-elles provenir ? D'abord et surtout des entreprises. D'une part, car ce sont elles qui, avec leurs investisseurs et leurs collaborateurs, créent une importante part de la richesse dans notre monde, richesse qu'utilisent les Etats via l'impôt pour financer et développer les services publics, notamment. A l'évidence nul autre organisme que les entreprises ne sont capables de créer autant de richesse nécessaire que le reboisement mondial l'exige. D'autre part parce que les entreprises puisent massivement depuis des décennies les ressources naturelles planétaires pour produire les biens et services que nous utilisons au quotidien.

Enfin, agiles et réactives, les entreprises sont en mesure de mobiliser rapidement les fonds nécessaires. En somme, les entreprises ont à la fois l'extraordinaire capacité, l'intérêt et la responsabilité historique de devenir le principal soutien financier du reboisement mondial.

Soyons clairs. Certaines entreprises sont parfois la source de dégradations environnementales majeures. C'est certain. Leur premier devoir est de réduire leur empreinte environnementale. Incontestablement. Elles doivent en outre transformer leur modèle économique pour mieux coopérer avec le vivant dans le cadre des limites planétaires. Sans nul doute. Une fois dit cela, rappelons que les entreprises ne sont pas les seules responsables du réchauffement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Nous avons tous une part de responsabilité. Elles sont des organisations essentielles et interdépendantes d'autres structures telles que les associations et les pouvoirs publics.

Oui, il est essentiel pour préserver les forêts et le climat de tancer les entreprises lorsque celles-ci tardent à agir ou communiquent abusivement en faveur de l'environnement. Oui aussi, les Etats sont des acteurs environnementaux tout aussi indispensables et doivent davantage contraindre les entreprises à accélérer leur mutation écologique. Oui enfin, les entreprises peuvent et doivent financer massivement et en urgence la reforestation planétaire. Ainsi elles pourront, en coopération intelligente avec les associations, pouvoirs publics et communautés locales, sauver l'Amazonie et les forêts du globe. L'inertie n'est plus une option, reforestons massivement.

Stéphane Hallaire est le président de Reforest'Action.



La reforestation constitue, pourvu qu'elle soit intelligemment menée, une solution majeure pour agir à grande échelle en faveur du climat. Photo Florence Goisnard/AFP



DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

La hausse des températures plus mortelle que les maladies infectieuses

Alors que le pic de chaleur « très intense » qui s'abat sur la France suscite l'inquiétude, il se confirme que le réchauffement climatique pourrait devenir une des causes principales de décès dans le monde, plus que toutes les maladies infectieuses réunies, selon une étude du Bureau national de recherche économique, un organisme privé à but non lucratif américain rapportée par le « Guardian ».

Dans un scénario où peu est fait pour réduire les gaz responsables du réchauffement de la planète et où les

émissions restent élevées, l'étude montre que les taux de mortalité mondiaux augmenteraient de 73 décès pour 100.000 habitants d'ici la fin du siècle. Cette seule augmentation correspond presque au bilan actuel de toutes les maladies infectieuses réunies ; la tuberculose, le VIH, le paludisme, la dengue et la fièvre jaune.

Les sociétés pauvres situées dans les régions les plus chaudes risquent de souffrir le plus. Les pays tels que le Ghana, le Bangladesh, le Pakistan et le Soudan verraient une augmentation de 200 décès pour 100.000 habitants,

alors que des pays froids et riches tels que la Norvège et le Canada voient leur nombre de décès baisser, car moins de personnes meurent à cause du froid extrême.

L'étude prend en compte des causes directes telles que les coups de chaleur, mais également des causes moins explicites, telles que l'augmentation des crises cardiaques pendant une vague de chaleur. « De nombreuses personnes âgées meurent à cause des effets indirects de la chaleur », estime Amir Jina, économiste environnemental à l'université de Chicago et coauteur de l'étude, citée par le

« Guardian ». « C'est étrangement similaire au Covid-19 – les personnes vulnérables sont celles qui ont des conditions préexistantes ou sous-jacentes. »

Le coût économique de ces décès s'élèvera à 3,2 % de la production économique mondiale d'ici la fin du siècle si les émissions ne sont pas contrôlées, rapporte l'étude. Elle suggère aussi de réviser les estimations de dommages économiques dus au changement climatique dans les pays riches, qu'elle qualifie de largement sous-estimés. — Kenza Halimi

Companies can save the Amazon

The outlook is now known to all. Seven degrees of warming by 2100 in the event of inaction, savanisation of the Amazon, tropical forests that are net emitters of CO₂. In order to refute these irrefutable scientific projections with unimaginable socio-economic consequences, one watchword governs all commitments: reduction. From our carbon footprints to all of us: citizens, companies and public authorities. The continuous reduction of our CO₂ emissions is the mother of all the struggles of the century. Inextricably linked, the significant reduction in global deforestation is just as essential since it is responsible for 20% of global carbon dioxide emissions each year.

As the world's largest carbon sink and the main source of terrestrial biodiversity, the world's forests are vital for human well-being and that of all living things. Our future is called forests. So given the climate emergency, let's stop waiting!

Sometimes summed up as mere carbon pumps or hastily presented as a miracle solution to global warming, forests are far richer and more precious than we realize. The diversity of the services they provide (regulating the water cycle, producing oxygen, improving air quality, etc.) makes them indispensable allies in the face of environmental disturbances. In this context, and if it is not the only one, reforestation is, provided it is carried out intelligently, a major solution to act on a large scale in favour of the climate.

The IPCC recommends reforestation of 1 billion hectares of forests to contain warming to 1.5°C by 2050. Some may argue with these figures, but the order of magnitude is there. Gigantic. And it commits us all. The idea is not to hastily and irrationally plant eucalyptus fields on huge surfaces. Rather, the idea is to reconstitute right now, wherever relevant and through a very large number of human-scale projects, diversified forests composed of indigenous species selected with and for the benefit of local communities. Planting with all hands is not the golden rule either. Supporting the natural regeneration of forests is just as sensible when local conditions allow it.

Companies have the extraordinary ability, interest and historic responsibility to become the main financial supporter of global reforestation.

To meet this historic challenge, colossal sums of money are needed. Where should it come from? First and foremost from companies. On the one hand, because they are the ones who, together with their investors and employees, create a large part of the wealth in our world, wealth that is used by States through taxation to finance and develop public services, in particular. Clearly, no other organization than companies are capable of creating as much wealth as the global reforestation demands. On the other hand, this is because companies have been massively tapping the world's natural resources for decades to produce the goods and services we use every day. Finally, because companies are agile and responsive, they are able to raise the necessary funds quickly. In short, companies have the extraordinary capacity, interest and historic responsibility to become the main financial backer of global reforestation.

Let us be clear. Some companies are sometimes the source of major environmental degradation. That is for sure. Their first duty is to reduce their environmental footprint. Unquestionably. They must also transform their economic model to better cooperate with living things within the limits of the planet. Without a doubt. Having said that, let us remember that businesses are not the only ones responsible for global warming and the erosion of biodiversity. We all have a share of responsibility. They are essential organisations and interdependent on other structures such as associations and public authorities.

Yes, it is essential for the preservation of forests and the climate that companies are punished when they fail to act or miscommunicate in favour of the environment. Yes also, governments are just as indispensable environmental players and must do more to force companies to speed up their ecological change. Yes, finally, companies can and must urgently and massively finance global reforestation. In this way, in intelligent cooperation with associations, public authorities and local communities, they will be able to save the Amazon and the world's forests. Inertia is no longer an option, let us reforest massively.

Stéphane Hallaire, Reforest'Action CEO and founder.

In Les Echos, France's leading business daily newspaper, the 5th of August 2020.